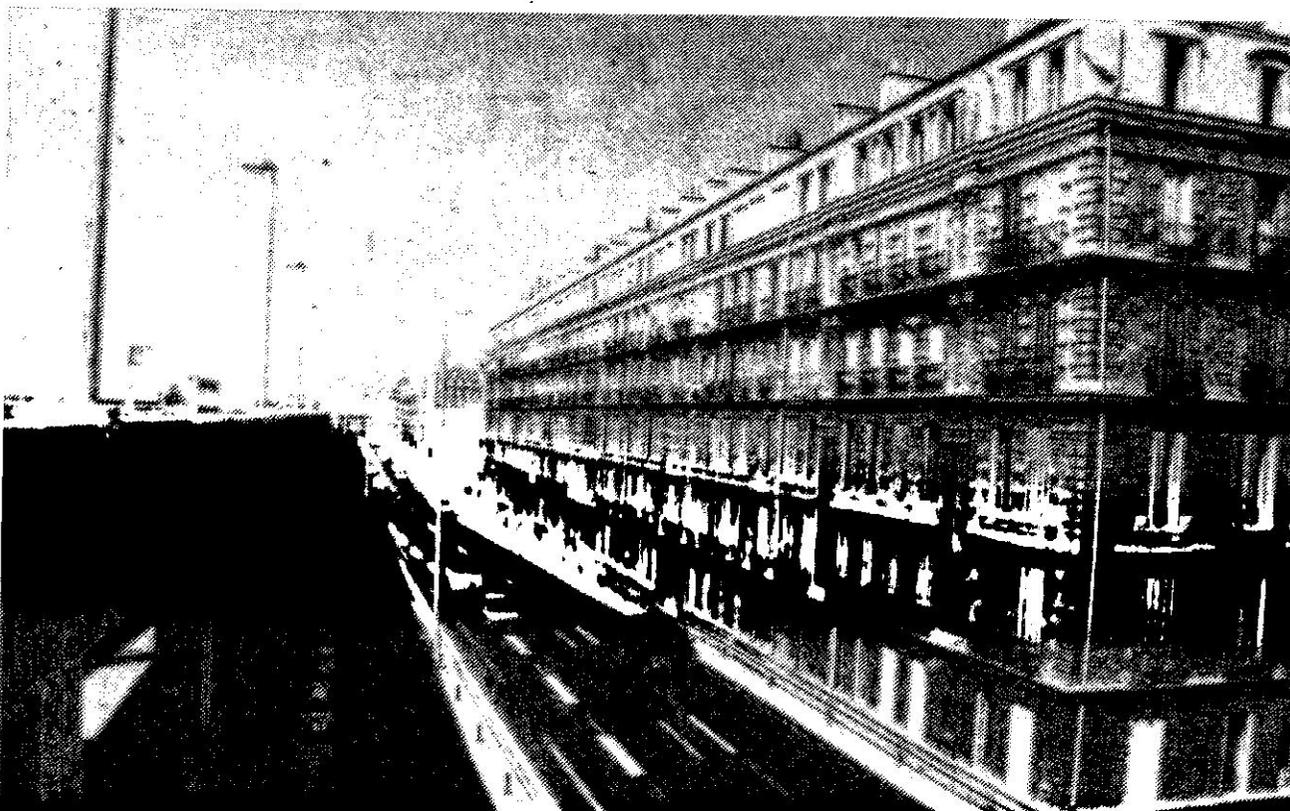


A quoi ça sert, Euroméditerranée ?

Conçu pour remodeler et relancer Marseille, le projet, articulé autour de la Joliette et Saint Charles, est maintenant sur ses rails. Mais le plus dur reste à faire : attirer les investisseurs

Il y avait une fois une grande ville qui avait été très belle. Mais sa splendeur était passée, les rides étaient venues et le miroir ne lui renvoyait que ses angoisses. Que faire pour redevenir belle et riche et pour attirer à nouveau les soupirants ? Comment s'adapter à ce monde brutal où tout court trop vite ? Il y avait bien un homme qui lui faisait une cour empressée, un homme intelligent et brutal qui avait mis la main sur son club de football. Il était séduisant et semblait faire des miracles. Mais les tuteurs de la belle veillaient. Ils lui expliquèrent que les contes de fée n'existaient pas. Alors ils lui proposèrent un grand projet qu'ils appelèrent Euroméditerranée et lui promirent monts et merveilles.

En 1974 déjà, Marseille veut construire une Bourse internationale de la technologie. Puis elle se dote d'une



roméditerranée est donc bien un quartier d'affaires destiné à attirer des investisseurs, « le seul projet national de cette importance » insiste Henri Roux-Alezais, président du Port autonome et de la Chambre de commerce.

Il y croit, lui, et clame devant qui veut l'entendre que Barcelone, par exemple, a peur de Marseille, que notre bonne ville, qui abrite 61 consulats, est de notoriété mondiale, qu'elle souffre d'un problème d'image et d'attractivité et qu'Euromed est une chance. Mais il réclame que l'on donne des signes forts, tout de suite « Pour vendre, il faut montrer. Il nous faut des immeubles témoin d'urgence ». Ce qui semble agacer Dominique Becker : « Des signaux forts ? Oui mais lesquels ? On y travaille, on y travaille ».

On travaille sans doute

gie. Puis elle se dote d'une structure importante, Echanges-Méditerranée, tandis que Gaston Defferre, président du Conseil régional, fait inscrire la politique régionale au 7ème plan. En 1986, Henri Mercier, président de la Chambre de commerce, demande à ses services de réfléchir sur l'avenir du centre ville. Marseille va mal, son port va mal, la deuxième ville de France s'englué dans l'inaction et tourne en rond.

A la mort de Gaston Defferre, en 1986, les hommes d'affaires respirent. On allait faire de l'argent à Marseille, construire des marinas, par exemple. Les projets affluent. Robert Vigouroux, nouveau maire de la ville (1) prend l'affaire en main. Seulement, pour relancer Marseille, il faut de l'argent, beaucoup d'argent. On va demander sa contribution à l'Etat, et elle sera élevée. Une mission comprenant Robert Vigouroux, Jean-Claude Gaudin, alors président du Conseil régional, Lucien Weygand, président du Conseil général et Henri Mercier, se rend chez Pierre Berégovoy, Premier ministre. Il promet son aide. Une mission de préfiguration, la mission Masson (qui trouvera le nom de l'opération, Euroméditerranée, d'après Euralille) se met en place.

Mais Berégovoy disparaît. La gauche perd les élections. Edouard Balladur devient Premier ministre. Il délègue

Le projet est sur ses rails. Mais le plus dur reste à faire : attirer les investisseurs. (Photo Migué MARIOTTI)

un de ses collaborateurs, M. Comé, pour traiter le dossier. Il est sérieux, ce dossier. Parce que le loup Tapie est aux portes de la bergerie. S'il devient maire de Marseille, il pourrait aller jusqu'à l'Élysée... « Il effrayait beaucoup de monde », dit aujourd'hui un fin connaisseur des affaires marseillaises. « Le lien entre Balladur et Vigouroux, c'est Tapie ; pour le contrer, il fallait trouver une opération à forte valeur symbolique » confirme l'ancien député Philippe Sanmarco.

Opération électorale trop vite montée, pourtant et mal ficelée. Le Port autonome se montre réticent. Le Conseil général n'en veut pas. « C'était une bonne idée, confirme Pierre Reboud, directeur du cabinet de Lucien Weygand, mais on voyait bien que le contenu n'existait pas. Et surtout, pour nous Conseil général, il n'y a pas de solutions uniquement marseillaises aux problèmes de ce département. Le seul vrai pôle de convergences des Bouches du Rhône, car Marseille ne peut agir seule, c'est le département. Par ailleurs, nous pensions alors qu'Euroméditerranée allait tuer l'Arbois ». (2)

N'empêche, la machine est en route. Jean-Pierre Weiss, ancien PDG de Ma-

tra-Transports et Pierre l'astre, jusqu'alors patron de Terres-Sud, sont chargés de la nourrir et de la faire fonctionner. Deux hommes de grande envergure. Et ça prend. Attentif aux problèmes sociaux, Weiss, qui se méfie des technocrates, constitue des groupes de travail - il en crée même un sur le thème de l'imaginaire - élabore les premiers axes, affronte collectivités locales et ministère des Finances sans broncher et présente en juin 1995 un premier schéma d'ensemble qui fait l'unanimité. Au point qu'on ne s'en est guère écarté aujourd'hui.

C'était pourtant difficile ? « Il fallait faire de la ville sur de la ville, témoigne l'architecte André Jollivet. Si Marseille compte des lieux magiques, comme le port ou ses vieux quartiers, elle est aussi victime de son histoire. Comment lui trouver sa vraie place en métropole, comment créer l'unité fermée, par exemple ? Et puis, pour que les gens reviennent à Marseille, elle devait changer d'image. D'autant que tous les pronostiqueurs, depuis toujours, se sont trompés ; ils voyaient une ville de 2 millions d'habitants en l'an 2000. Nous en sommes à 800.000... »

On créera donc deux zones de développement, autour de Saint Charles et de la Joliette, sur 310 hectares, qui deviendront les deux pôles essentiels d'Euroméditerranée (3). Plus tard on y rajoutera la rue de la République qui appartient en quasi-totalité à la banque Lazare et les Friches de la Belle de Mai. Parce que la première est le lien entre Euroméditerranée et le centre ville et parce qu'on ne pouvait pas laisser l'ensemble culturel des Friches hors d'Euroméditerranée, dit-on officiellement. Silence pudique sur les opérations immobilières juteuses que les promoteurs attendent des terrains des Friches, (nous en reparlerons dans un prochain article) et sur les bénéfices escomptés après rénovation des appartements de la rue de la République. Cela coûtera très cher. « Les propriétaires sont gourmands » commente un journaliste marseillais très averti des réalités de la ville. « Il existe une forte pression de l'immobilier et beaucoup de chômage » surenchérit un homme d'affaires.

Le projet est un fourre-tout. On y fera des logements, des bureaux, un hôtel, on remodelera la ville, on rénovera des quartiers entiers,

on y attirera des entreprises du futur, on y fera de la haute technologie en même temps qu'on rendra la ville à ses habitants. « Euroméditerranée est une opération cherchant à entraîner une mutation économique majeure de la ville de Marseille et de l'aire urbaine qui l'environne (...) et à infléchir la courbe négative de l'emploi par leur valorisation au sein des échanges internationaux en appui des activités et du développement du Port autonome de Marseille » jargonne un document de synthèse datant de février 1996.

Jean-Claude Gaudin est élu maire de Marseille en juin 1995. Les jours de Weiss sont comptés. Il est remercié en juin 1996 (4) et le préfet-Euromed est un établissement public - propose à sa place, le 21 décembre, Dominique Becker, jusqu'alors directeur régional de l'Equipement. Ce polytechnicien au visage de moine soldat qu'eut aimé Velasquez définit aujourd'hui Euroméditerranée « Un grand quartier qui veut attirer des entreprises ». Et pour recréer la ville, dit-il, nous procédons en trois temps : les aménageurs d'abord, les investisseurs ensuite, les clients enfin, qui eux, créent des emplois. Eu-

ou tout bonnement, les sceptiques, le lui concèdent. « Nous sommes arrivés à faire en sorte que Marseille fasse partie des lieux d'implantation que l'on étudie, dit Thierry Martin, spécialiste du marketing international (5). Euromed nous a ouvert la porte des grandes négociations internationales. Nous faisons aujourd'hui partie du club de 10 à 12 villes dans le monde qui sont des choix potentiels d'implantation pour les entreprises internationales ».

Dominique PONS

(1) Robert Vigouroux n'a pas souhaité répondre à nos questions dans le cadre de cette enquête.

(2) Pôle scientifique en développement, situé entre Aix et Marseille, auquel le Conseil général attache beaucoup d'importance.

(3) Ces deux pôles deviendront des ZAC, zones d'aménagement concerté : ZAC Joliette - Saint Jean et ZAC Saint Charles - Porte d'Aix. Les ZAC sont des périmètres au sein desquels la commune est maîtresse de la destination des terrains. Dans le cas d'Euroméditerranée, la commune a délégué ses pouvoirs à l'établissement public.

(4) Il est depuis peu directeur de cabinet de Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement... et à l'urbanisme.

(5) Cité par Semaine de Provence, n° du 1 au 13 février 1997.